

2 novembre 2022

(22-8215)

Page: 1/5

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

**NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 22 DE L'ACCORD SUR LA MISE
EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES
TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994**

RÉPONSES DU VIET NAM AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS
CONCERNANT LE DOCUMENT G/VAL/N/1/VNM/1

VIET NAM

La communication ci-après, datée du 31 octobre 2022, est distribuée à la demande de la délégation du Viet Nam en réponse aux questions posées par les États-Unis dans le document G/VAL/Q/VNM/3.

Questions n° 1

Quand pouvons-nous espérer que le Viet Nam communiquera ses réponses à la liste de questions figurant à l'Annexe aux décisions du Comité de l'évaluation en douane, reproduite dans le document G/VAL/5?

Réponse

Le Viet Nam a envoyé ses réponses écrites à la liste de questions avant la réunion de mai 2022.

Questions n° 2

Le Viet Nam pourrait-il identifier et notifier les dispositions de sa législation nationale qui mettent en œuvre l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane relatif à la confidentialité?

Réponse

L'article 99 de la Loi n° 38/2019/QH14 du 13 juin 2019 sur l'administration fiscale porte sur la confidentialité des renseignements concernant les contribuables. La Direction générale des douanes a publié la Décision n° 1929/QĐ-TCHQ du 20 juillet 2020 sur l'utilisation et la gestion de la base de données sur la valeur en douane, qui exige le respect de la confidentialité des renseignements concernant les importateurs.

Questions n° 3

Le Viet Nam pourrait-il identifier et notifier les dispositions de sa législation nationale qui mettent en œuvre l'article 11 de l'Accord sur l'évaluation en douane relatif au droit d'appel?

Réponse

En 2011, le Viet Nam a promulgué la Loi sur les plaintes, qui établit le droit de porter plainte comme suit:

Conformément à l'article 7 1) de la Loi sur les plaintes, lorsqu'il y a des raisons de croire qu'une décision administrative ou un acte administratif est illicite ou porte directement atteinte à ses droits et intérêts légitimes, une personne peut déposer une première plainte auprès de la personne qui a

rendu une telle décision administrative ou de l'organisme dont l'employé a commis un tel acte administratif, ou engager une procédure administrative devant un juge conformément à la Loi sur les procédures administratives.

Si le plaignant conteste la décision rendue en première instance ou si la plainte demeure non résolue bien que le délai prescrit soit écoulé, il est habilité à adresser une plainte en deuxième instance au supérieur direct de la personne ayant compétence pour statuer sur la première plainte, ou à engager une procédure administrative devant un juge conformément à la Loi sur les procédures administratives.

S'il conteste la décision rendue en deuxième instance ou si la plainte reste non résolue malgré l'expiration du délai prescrit, le plaignant a le droit d'engager une procédure administrative devant un juge conformément à la Loi sur les procédures administratives.

Questions n° 4

Le Viet Nam pourrait-il préciser si le fait que l'acheteur et le vendeur soient liés est considéré comme un élément de preuve *prima facie* que la valeur transactionnelle a été influencée par ces liens?

Réponse

L'existence de liens particuliers n'est pas en soi une preuve que la valeur de la transaction est affectée par ces liens, il s'agit simplement d'un élément qui requiert que l'administration des douanes et le déclarant en douane examinent ces liens et garantissent qu'ils n'affectent pas le prix de la transaction, et donc qu'ils n'affectent pas la valeur de la transaction, conformément à l'article 7 de la Circulaire n° 39/2015/TT-BTC du 25 mars 2015 du Ministère des finances vietnamien.

Comme prévu à l'article 7 4) de la Circulaire n° 39/2015/TT-BTC du 25 mars 2015, modifiée et complétée par l'article 1 7) de la Circulaire n° 60/2019/TT-BTC du Ministère des finances vietnamien du 30 août 2019, au moment de la déclaration en douane, si l'acheteur et le vendeur ont des liens particuliers, le déclarant en douane doit indiquer si ces liens influent sur le prix d'achat ou de vente; dans les cas où l'administration des douanes soupçonne que des liens particuliers influent sur le prix de la transaction, le déclarant en douane doit fournir des documents démontrant que ces liens particuliers n'influent pas sur la valeur de la transaction.

Questions n° 5

L'article 10.6 de la Circulaire n° 39/2015/TT-BTC prévoit en partie que "la valeur en douane des marchandises importées dans le cadre d'une transformation au Viet Nam est déterminée selon le principe prévu à la clause 1 du présent article après déduction des frais de transformation destinée à augmenter la valeur des marchandises". Le Viet Nam pourrait-il confirmer que cette méthode est appliquée uniquement à la demande de l'importateur, conformément au paragraphe 2 de l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane?

Réponse

Conformément à l'article 21 de la Loi douanière, lors de l'enregistrement de la déclaration en douane, le déclarant doit communiquer tous les renseignements requis dans la déclaration en douane, y compris la valeur en douane. Comme disposé au point b de l'article 5 1) de la Circulaire n° 39/2015/TT-BTC, modifiée et complétée par l'article 1 4) de la Circulaire n° 60/2019/TT-BTC du 30 août 2019, lors de la détermination de la valeur en douane aux fins de la déclaration en douane, le déclarant doit appliquer les méthodes d'évaluation douanière. Si le déclarant en douane détermine la valeur en douane par lui-même en utilisant la méthode déductive, il ne doit pas présenter de demande à l'administration des douanes, mais seulement le lui notifier pour inspection ultérieure, si nécessaire.

D'après l'article 21 2) de la Loi douanière, dans le cadre de l'application des procédures douanières, l'administration douanière est chargée de réaliser l'inspection en douane, qui comprend la valeur en douane déclarée par le déclarant. Conformément à l'article 78 de la Loi douanière, l'administration douanière doit procéder à une inspection après dédouanement, qui comprend également la valeur en douane. En vertu de l'article 52 1) de la Loi sur l'administration fiscale, si l'administration douanière a des éléments de preuve et n'accepte pas la valeur en douane déclarée par le déclarant,

elle doit déterminer la valeur en douane. Lors de la détermination de la valeur en douane, dans le cas où l'administration douanière applique la méthode déductive, il incombe au déclarant en douane de communiquer les renseignements appropriés pour permettre le calcul par l'administration.

Par conséquent, dans des cas particuliers, la méthode déductive peut être appliquée même si l'importateur n'en a pas fait la demande.

Questions n° 6

L'article 15.2 d) de la Circulaire n° 39/2015/TT-BTC autorise une déduction de plusieurs types de remises, y compris le niveau commercial de la transaction, une "remise en fonction des ventes", et une "remise en fonction du mode et du délai de paiement". Le Viet Nam peut-il expliquer si d'autres types de remises (remises de fidélité, remises saisonnières, remises de déstockage, par exemple) peuvent également être prises en compte lors de la détermination de la valeur en douane?

Réponse

L'article 15.2 d) de la Circulaire n° 39/2015/TT-BTC établit les procédures relatives aux ajustements découlant de la déduction de certains types de dépenses, qui comprennent les déductions de certaines remises sur la valeur en douane; déductions qui sont effectuées une fois la transaction entre les parties achevée. Par conséquent, la procédure permettant d'opérer des ajustements compte tenu des déductions ne s'applique pas dans le cas où le vendeur accorde une remise à l'acheteur sous une autre forme que celles prévues.

Ainsi, pendant la négociation et la transaction, si l'acheteur bénéficie d'une quelconque remise du vendeur et que cette remise est faite au moment de la détermination du montant à payer réellement, le déclarant en douane détermine lui-même le prix à payer et la valeur en douane réels des marchandises et fournit des documents justificatifs et des éléments de preuve objectifs concernant les facteurs qui ont conduit au résultat de la détermination de la valeur en douane et l'administration douanière l'acceptera encore.

Questions n° 7

L'article 15.2 d) 3) 2) 3) de la Circulaire n° 39/2015/TT-BTC prévoit que "la valeur de la déduction doit être inférieure à 5% de la valeur totale des marchandises et la valeur déclarée ne doit pas être inférieure à la valeur du prix de référence des marchandises identiques figurant sur la liste des marchandises importées présentant un risque dans la détermination de la valeur". Le Viet Nam peut-il indiquer si cette disposition permet aux douanes de ne pas tenir compte des remises légitimes qui dépassent 5%?

Réponse

L'article 15.2 d) 3) 2) porte sur le pouvoir d'approuver la réduction de la valeur en douane compte tenu de remises accordées par les vendeurs aux acheteurs. Ainsi, le Directeur de la Direction provinciale des douanes procède à un examen et décide de l'approbation et de l'application des ajustements compte tenu de la déduction de la remise pour autant que toutes les conditions soient remplies, que la valeur de la remise soit inférieure à 5% de la valeur totale de l'envoi et que la valeur déclarée ne soit pas inférieure au prix de référence des marchandises identiques figurant sur la liste des marchandises importées présentant un risque concernant la valeur. Pour les autres types de remises (par exemple pour les remises de plus de 5%), le pouvoir est conféré au Directeur général de la Direction générale des douanes vietnamiennes.

Questions n° 8

L'article 17.2 a) de la Circulaire n° 39/2015/TT-BTC contient une disposition spéciale pour l'évaluation des automobiles ou des motocyclettes. Le Viet Nam peut-il expliquer si cette disposition autorise les douanes vietnamiennes à passer directement à la méthode d'évaluation de dernier recours, au lieu de vérifier d'abord la véracité ou l'exactitude de la valeur transactionnelle et, si nécessaire, d'employer ensuite les autres méthodes d'évaluation dans l'ordre d'application?

Réponse

L'article 17.2 de la Circulaire n° 39/2015/TT-BTC contient des instructions pour la détermination de la valeur en douane des automobiles et des motocyclettes lorsque l'utilisation finale est modifiée après l'importation pour des raisons d'exonération fiscale. Du fait de la nature spécifique de l'utilisation des moyens de transport d'occasion après l'importation, la méthode d'évaluation appropriée est l'évaluation de dernier recours.

Le fait que le Viet Nam ait une disposition distincte régissant l'évaluation en douane des automobiles et des motocyclettes dans de tels cas a pour but d'aider les déclarants en douane et l'administration douanière lors de la détermination, de la déclaration et de l'inspection d'automobiles et de motocyclettes importées qui sont destinées à une utilisation finale différente après avoir été utilisées à des fins d'exonération des droits d'importation.

Questions n° 9

L'article 21 de la Circulaire n° 60/2019/TT-BTC prévoit l'utilisation d'une base de données sur l'évaluation. Le Viet Nam peut-il fournir davantage de renseignements sur la manière dont la base de données est utilisée et indiquer si une différence entre une valeur enregistrée dans la base de données et une valeur transactionnelle déclarée est, en soi, suffisante pour rejeter la valeur transactionnelle?

Réponse

Comme indiqué dans l'article 21 3) de la Circulaire n° 39/2015/TT-BTC, modifiée et complétée par l'article 1 10) de la Circulaire n° 60/2019/TT-BTC du 30 août 2019, la base de données sur l'évaluation en douane est utilisée pour: i) mettre au point une liste des marchandises exportées et importées comprenant les risques concernant la valeur, ainsi qu'une liste des entreprises à risque pour ce qui est de la valeur en douane; ii) vérifier la valeur en douane des marchandises exportées et importées; iii) faciliter la gestion par l'État des exportations et importations de marchandises et d'autres domaines.

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la Circulaire n° 38/2018/TT-BTC modifiée par l'article 1 14) de la Circulaire n° 39/2018/TT-BTC du 20 avril 2018, lorsque la valeur déclarée est inférieure au prix de la base de données (prix de référence de marchandises identiques ou similaires importées promulgué par la Direction générale des douanes vietnamiennes tel que prévu à l'article 22 de la Circulaire n° 39/2015/TT-BTC, la valeur en douane sera obtenue par les autorités douanières auprès des sources prévues à l'article 25 de la Circulaire n° 39/2015/TT-BTC après conversion de la valeur en douane des marchandises importées jusqu'au premier point de passage des importations), l'organisme douanier considèrera les marchandises comme suspectes et tiendra une consultation.

En cas de doutes, l'administration douanière organisera une consultation. Au terme de celle-ci, s'il existe une raison suffisante de procéder au rejet, l'administration douanière redéterminera la valeur en douane comme prévu à l'article 25 de la Circulaire n° 38/2015/TT-BTC modifiée par l'article 1 14) de la circulaire n° 39/2018/TT-BTC.

Questions n° 10

L'article 23 de la Circulaire n° 60/2019/TT-BTC prévoit que les organisations/particuliers peuvent demander des ajouts ou des modifications aux listes des marchandises exportées/importées dont la valeur peut être mal déclarée. Comment ces demandes sont-elles évaluées pour déterminer si les ajouts ou les modifications demandés seront effectivement effectués?

Réponse

Comme prévu à l'article 17 de la Loi douanière, l'administration douanière applique le principe de la gestion des risques pour déterminer quelles marchandises sont soumises à des mesures d'inspection douanières. Par conséquent, la liste des marchandises présentant un risque concernant la valeur est le résultat de l'application des principes de la gestion des risques qui permet d'identifier une déclaration en douane dont la valeur en douane doit être vérifiée pendant la réalisation des

procédures douanières pour des marchandises exportées et importées et de donner l'alerte à son sujet.

Afin de renforcer l'efficacité de la gestion ciblée, la liste des marchandises présentant un risque concernant la valeur est divisée en groupes d'articles à risque comprenant les noms de ces articles et les prix de référence.

La liste des marchandises présentant un risque concernant la valeur est régulièrement révisée, modifiée et complétée. Le processus d'examen des modifications et des ajouts tiendra compte des renseignements communiqués par les organisations, les particuliers et les bureaux locaux des douanes.

Lorsqu'elle reçoit des plaintes d'organisations ou de particuliers, la Direction générale des douanes vietnamiennes est chargée de recueillir les renseignements pertinents et d'organiser une évaluation des risques pour déterminer leur exactitude et leur fiabilité et ainsi, décider de modifier et de compléter la liste.

À l'heure actuelle, après avoir reçu des remarques d'organisations ou de particuliers, la Direction générale des douanes vietnamiennes organise souvent des séminaires d'inspection pour recueillir des renseignements avant de les incorporer dans la liste des modifications et ajouts.

Conformément aux dispositions de l'article 22 de la Circulaire n° 39/2015/TT-BTC, la liste, y compris les prix de référence, est distribuée en interne et utilisée de manière uniforme dans le secteur douanier.
